



Maître
Lettre recommandée avec demande d'accusé de réception

La Haye, 6 février 2017

Référence: EJ-JSB/appeal/2017-01

Objet : Recours contre la décision DPO/2016-04

Mon cher Maître,

L'organe de contrôle commun d'Eurojust accuse réception de vos deux recours, datés du 17 janvier 2017 et reçus le 18 janvier 2017, à l'encontre de la décision d'Eurojust DPO/2016-04 du 19 décembre 2016.

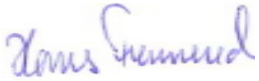
L'article 23 7) de la décision Eurojust énonce que l'organe de contrôle commun examine si « *une décision prise par Eurojust ou un traitement de données effectué par lui* » est conforme à la décision Eurojust. Aux termes de la décision contestée DPO/2016-04 du 19 décembre 2016, Eurojust vous a informée qu'aucune donnée à caractère personnel concernant votre cliente n'était traitée par Eurojust et qu'Eurojust ne pouvait par conséquent procéder à l'effacement de données non traitées.

Aux termes des deux recours identiques du 17 janvier 2017, vous demandez à l'organe de contrôle commun « *de bloquer et supprimer des données* » relatives à votre cliente, au motif que « *leur entrée et le stockage contrevient à l'article 19 de la décision Eurojust.* » Vous demandez également à l'organe de « *bloquer et supprimer le mandat d'arrêt* » issu à l'encontre de votre cliente par le Procureur Général de "[...]" « *par la base de données européennes.* » Vous ne faites cependant pas valoir que la décision prise par Eurojust le 19 décembre 2016 n'est pas conforme à la décision Eurojust, dans la mesure où Eurojust traiterait des données à caractère personnel de votre cliente, contrairement à ses affirmations selon lesquelles aucune donnée à caractère personnel concernant votre cliente n'était traitée par Eurojust.

Par conséquent, l'organe de contrôle commun déclare vos deux recours du 17 janvier 2017 irrecevables, au motif que le traitement de données à caractère personnel par Eurojust constitue une condition *sine qua non* à l'exercice d'un recours relatif à l'effacement de ces mêmes données par Eurojust.

Aux termes de sa décision du 19 décembre 2016, Eurojust vous a informée ne pas traiter de données à caractère personnel de votre cliente. Vous ne contestez pas cette absence de traitement dans vos deux recours du 17 janvier 2017, que l'organe de contrôle commun d'Eurojust déclare donc irrecevables.

Veillez agréer, mon cher Maître, l'expression de ma considération distinguée.



Hans Frennered
Président
L'organe de contrôle commun d'Eurojust